



Conseil Municipal du
19 décembre 2017
Notes de synthèse
&
Projets de délibérations

NOTES DE SYNTHÈSE DES PROJETS DE DELIBERATIONS

- **Objet** : réunion du conseil municipal du 19 décembre 2017

Le mercredi 13 décembre 2017

- **A destination de** :
Mesdames et Messieurs
les membres du conseil
municipal

REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL du mardi 19 décembre 2017

Note de synthèse N°

1

CONSEIL MUNICIPAL DU 19/12/2017

DGS - Service Finances – approbation du rapport de la CLECT (commission locale d'évaluation des charges transférées) du 15 novembre 2017

Les transferts de compétences des communes vers la Métropole donnent lieu à une évaluation des charges transférées.

La Commission Locale d'Évaluation des Charges transférées (CLECT) est chargée de réaliser cette évaluation

La neutralité financière des transferts de compétences est assurée par une diminution des attributions de compensation (AC), à due concurrence des dépenses nettes liées aux compétences transférées.

Le rapport de la CLECT du 15 novembre 2017 procède à l'évaluation des charges suivantes:

- les corrections pour les chemins ruraux évalués par la CLECT dans son rapport du 2 mai 2017 lorsque les communes ont fait part de modifications des linéaires transférés
- la gestion des milieux aquatiques et la protection des inondations (GEMAPI)
- l'ajustement des charges transférées évaluées par la CLECT lors du transfert de la zone d'activités de Comboire en 2002 (rapport du 6 février 2002)

La CLECT ayant rendu ses conclusions le 15 novembre 2017 sur ces différents sujets, il est demandé à chaque conseil municipal des communes-membres de se prononcer sur le rapport de la CLECT et les montants de révisions des AC qu'il propose.

Le montant de l'AC révisée ne deviendra définitif que lorsque le rapport aura été approuvé par la majorité qualifiée des Conseils Municipaux des communes-membres.

Par ailleurs, il est désormais possible de créer, sous certaines conditions, une « attribution de compensation d'investissement ».

L'attribution de compensation d'investissement s'inscrit dans le cadre de la fixation du montant d'attribution de compensation selon la procédure dite dérogatoire et se trouve dès lors conditionnée par l'adoption de délibérations concordantes du conseil métropolitain statuant à la majorité des deux tiers et des conseils municipaux des communes intéressées.

Ces délibérations peuvent prévoir d'imputer une partie du montant de l'attribution de compensation en section d'investissement en tenant compte du coût des dépenses d'investissement liées au renouvellement des équipements transférés, calculé par la commission locale d'évaluation des transferts de charges (CLECT).

A défaut d'accord, le montant de l'attribution est fixé dans les conditions de droit commun et la charge identifiée par la CLECT sera retenue sur l'attribution de compensation de la commune, en section de fonctionnement.

Il est proposé de mettre en œuvre le mécanisme d'attribution de compensation d'investissement à compter de l'exercice 2018 pour les charges d'investissement évaluées par la CLECT dans son rapport du 15 novembre 2017 et relatives aux contributions des communes au SYMBHI.

Ces charges d'investissement d'un montant de 39 239€ pour la commune de Sassenage pourront ainsi faire l'objet d'un versement à la Métropole en section d'investissement. Elles constituent une dépense annuelle obligatoire et figée dans le temps comme l'attribution de compensation de la section de fonctionnement.

Projet de délibération N° 1 CONSEIL MUNICIPAL DU 19/12/2017

DGS - Service Finances – approbation du rapport de la CLECT (commission locale d'évaluation des charges transférées) du 15 novembre 2017

Jean-Pierre SERRAILLIER,

VU l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, et notamment son IV relatif à l'approbation de l'évaluation des transferts de charges ;

VU le décret n° 2014-1601 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Grenoble Alpes Métropole » par transformation de la communauté d'agglomération de Grenoble ;

VU la délibération du Conseil Municipal de Sassenage n° 1 du 14 juin 2017 approuvant le rapport de la CLECT du 2 mai 2017 ;

VU le rapport de la CLECT du 15 novembre 2017 ci-annexé ;

Conformément aux dispositions de l'article 1609 nonies C du Code général des impôts, les transferts de compétences donnent lieu à une évaluation des charges transférées.

La Commission Locale d'Évaluation des Charges transférées (CLECT) est chargée de réaliser cette évaluation

La neutralité financière des transferts de compétences est assurée par une diminution des attributions de compensation (AC), à due concurrence des dépenses nettes liées aux compétences transférées.

Le rapport de la CLECT du 15 novembre 2017 procède à l'évaluation des charges suivantes:

- les corrections pour les chemins ruraux évalués par la CLECT dans son rapport du 2 mai 2017 lorsque les communes ont fait part de modifications des linéaires transférés ;

- la gestion des milieux aquatiques et la protection des inondations (GEMAPI) ;
- l'ajustement des charges transférées évaluées par la CLECT lors du transfert de la zone d'activités de Comboire en 2002 (rapport du 6 février 2002).

La CLECT ayant rendu ses conclusions le 15 novembre 2017 sur ces différents sujets, il est demandé à chaque conseil municipal des communes-membres de se prononcer sur le rapport de la CLECT et les montants de révisions des AC qu'il propose.

Le montant de l'AC révisée ne deviendra définitif que lorsque le rapport aura été approuvé par la majorité qualifiée des Conseils Municipaux des communes-membres.

Par ailleurs, il est désormais possible de créer, sous certaines conditions, une « attribution de compensation d'investissement ».

L'attribution de compensation d'investissement s'inscrit dans le cadre de la fixation du montant d'attribution de compensation selon la procédure dite dérogatoire et se trouve dès lors conditionnée par l'adoption de délibérations concordantes du conseil métropolitain statuant à la majorité des deux tiers et des conseils municipaux des communes intéressées. Ces délibérations peuvent prévoir d'imputer une partie du montant de l'attribution de compensation en section d'investissement en tenant compte du coût des dépenses d'investissement liées au renouvellement des équipements transférés, calculé par la commission locale d'évaluation des transferts de charges (CLECT).

A défaut d'accord, le montant de l'attribution est fixé dans les conditions de droit commun et la charge identifiée par la CLECT sera retenue sur l'attribution de compensation de la commune, en section de fonctionnement.

Il est proposé de mettre en œuvre le mécanisme d'attribution de compensation d'investissement à compter de l'exercice 2018 pour les charges d'investissement évaluées par la CLECT dans son rapport du 15 novembre 2017 et relatives aux contributions des communes au SYMBHI.

Ces charges d'investissement d'un montant de 39 239€ pour la commune de Sassenage pourront ainsi faire l'objet d'un versement à la Métropole en section d'investissement.

Elles constituent une dépense annuelle obligatoire et figée dans le temps comme l'attribution de compensation de la section de fonctionnement.

PROPOSE au Conseil Municipal :

D' APPROUVER le rapport de la CLECT du 15 novembre 2017,

D'APPROUVER la mise en œuvre de l'attribution de compensation d'investissement pour les dépenses d'investissement relatives aux contributions des communes au SYMBHI calculées par la CLECT dans son rapport du 15 novembre 2017 et dont le montant s'élève à 39 239 € pour la commune de Sassenage,

D'AUTORISER Monsieur Le Maire à prendre toutes les dispositions nécessaires à l'application de la présente délibération et, notamment à signer toute pièce en la matière.

DGS - Service Finances – mise en place d'une redevance spéciale pour la collecte et le traitement des déchets de l'administration municipale

Par délibération en date du 8 juillet 2011, Grenoble-Alpes Métropole, a décidé d'instaurer une redevance spéciale pour le financement de la collecte et traitement des déchets des professionnels privés et publics de son territoire.

Cette même délibération prévoyait le déploiement progressif de la redevance spéciale à l'ensemble des professionnels de son territoire. Dans ce cadre, il est prévu, d'assujettir les communes à la redevance spéciale à compter du 1^{er} octobre 2017.

Après un travail d'estimation des déchets présentés à la collecte réalisé par chaque commune, une convention a pu être établie pour chacune d'entre-elles.

A titre indicatif, le montant de la redevance spéciale calculé sur la base des tarifs établis par la délibération du conseil de communauté du 08/07/2011, du 07/11/2014 et du 18/12/2015 s'élève pour Sassenage, à 20 870,15 euros pour une année pleine.

Il est précisé que toute évolution à la hausse ou à la baisse des volumes de déchets collectés donnera lieu à une réévaluation et fera l'objet d'un avenant à la convention et le montant de la redevance spéciale sera recalculé sur la base des nouveaux volumes collectés.

Après en avoir délibéré, il est proposé au conseil municipal :

- d'approuver la convention relative à la redevance spéciale à conclure avec Grenoble-Alpes Métropole ;
- d'autoriser le Maire à signer la convention correspondante.

DGS - Service Finances – mise en place d'une redevance spéciale pour la collecte et le traitement des déchets de l'administration municipale

Jeannine ANTOINE,

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

VU les articles L. 2224-14 et L. 2333-78 du Code Général des Collectivités Territoriales définissant les conditions et les modalités d'application de la redevance spéciale aux producteurs de déchets assimilables aux déchets ménagers et présentés en conteneurs à la collecte ;

CONSIDERANT que, par délibération en date du 8 juillet 2011, Grenoble-Alpes Métropole, a décidé d'instaurer une redevance spéciale pour le financement de la collecte et traitement des déchets des professionnels privés et publics de son territoire.

Cette même délibération prévoyait le déploiement progressif de la redevance spéciale à l'ensemble des professionnels de son territoire. Dans ce cadre, il est prévu, d'assujettir les communes à la redevance spéciale à compter du 1^{er} octobre 2017.

Après un travail d'estimation des déchets présentés à la collecte réalisé par chaque commune, une convention a pu être établie pour chacune d'entre-elles.

ETANT PRECISE que toute évolution à la hausse ou à la baisse des volumes de déchets collectés donnera lieu à une réévaluation et fera l'objet d'un avenant à la convention et le montant de la redevance spéciale sera recalculé sur la base des nouveaux volumes collectés.

PROPOSE au Conseil Municipal :

- **D'APPROUVER** la convention relative à la redevance spéciale à conclure avec Grenoble-Alpes Métropole ;
- **D'AUTORISER** le Maire à signer la convention correspondante

Note de synthèse N°

3

CONSEIL MUNICIPAL DU 19/12/2017

DGS - Service Finances – travaux d'investissement en régie – rémunération des agents municipaux – taux horaires 2017

La régie technique bâtiment a réalisé en 2017 des travaux dans les différents bâtiments de la ville de Sassenage et a donc acheté pour cela les fournitures utiles.

La comptabilité publique permet de valoriser en investissement les achats qui ont été mandatés en fonctionnement, tout comme le coût du personnel qui est intervenu.

Il y a lieu pour ce faire de réactualiser annuellement le nombre de personnes, ainsi que les taux horaires de rémunération.

Il s'agit de 8 agents du personnel technique et de 3 agents du personnel administratif, soit 11 personnes affectées au Centre technique municipal, et une personne affectée aux services généraux.

Le coût horaire a été calculé sous la forme d'une moyenne mensuelle par catégorie.

Les écritures correspondantes seront réalisées dans le cadre de la décision modificative du conseil du 19 décembre 2017.

Projet de délibération N°

3

CONSEIL MUNICIPAL DU 19/12/2017

DGS - Service Finances – travaux d'investissement en régie – rémunération des agents municipaux – taux horaires 2017

Jérôme MERLE,

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

VU l'instruction budgétaire et comptable M14 ;

VU l'instruction CP91-2 M11 du 9 janvier 1991 ;

VU la délibération en date du 13 septembre 2007 relative à la rémunération appliquée aux personnels municipaux effectuant des travaux d'investissement en régie;

CONSIDÉRANT que la ville de Sassenage réalise une partie des travaux de réfection, construction, mise aux normes des bâtiments en recourant à la technique des travaux en régie ;

CONSIDÉRANT que des personnels techniques et administratifs de catégorie A, et C sont sollicités tant pour l'organisation que pour la réalisation et le suivi de ces travaux ;

CONSIDÉRANT que le coût de la main d'œuvre employée pour réaliser les travaux en régie fait partie intégrante du coût des travaux en régie ;

CONSIDÉRANT les informations individuelles transmises par le service ressources humaines, et qui ont servi de base de calculs pour les rémunérations 2017 ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

DE DÉFINIR le taux horaire de rémunération des personnels affectés aux travaux en régie (salaire brut + charges patronales), en prenant pour base la moyenne des salaires mensuels perçus par les personnes concernées en 2017 selon la formule suivante : $[(\text{Salaire brut} + \text{charges patronales de chaque personne de la catégorie concernée}) / \text{nombre de personnes concernées}] \times 13 \text{ mois} / 1607 \text{ heures travaillées} = \text{taux horaires de rémunération en euros}$.

Ce qui donne, en € par heure travaillée :

- Personnels techniques de catégorie C (7 personnes) : 23,51 €/ heure par personne
- Personnels techniques de catégorie A (1 personne) : 52,46 €/ heure par personne
- Personnels administratifs de catégorie C (3 personnes) : 20,69 €/ heure par personne

DE DIRE que la valeur de la main d'œuvre incorporée aux travaux d'investissements réalisés en régie, ainsi calculée, sera déterminée en fonction du nombre d'heures de travail consacrées par chaque personne aux investissements réalisés en régie ;

DE DIRE qu'en fin d'exercice, le montant calculé des frais afférents aux agents affectés au suivi et à la réalisation de ces travaux en régie sera porté au débit du chapitre 21 par le crédit du compte 722, par opération d'ordre budgétaire.

DE PRENDRE ACTE que le montant des charges ainsi transférées fera l'objet d'un état spécial conformément à l'instruction budgétaire M14.

D'APPROUVER les taux ainsi définis.

DGS - Service Finances
Décision modificative n°2017-03 du budget principal de la Ville de Sassenage

DECISION MODIFICATIVE N°3- BUDGET PRINCIPAL 2017			
FONCTIONNEMENT			
DÉSIGNATIONS	DÉPENSES	RECETTES	OBJET
ENER/60611/COMPL/412 CHAP 011 - Eau et assainissement	-10 000 €	0 €	Réaffectation au chapitre 67 des crédits non utilisés
TRI/60632/BADMI/020 CHAP 011 - Fournitures de petit équipement	-20 000 €	0 €	
DEMOCRATIE/6068/QUARTI/824 CHAP 011 - Autres matières et fournitures	-9 000 €	0 €	
URBA/617/URBA/820 CHAP 011 - Etudes et recherches	10 000 €	0 €	Etude Agence d'Urbanisme OAP prévue en investissement
ECO/617/AMGT/90 CHAP 011 - Etudes et recherches	-10 000 €	0 €	Réaffectation au chapitre 67 des crédits non utilisés
FIN/6226/MAIRIFIN/020 CHAP 011 - Honoraires	-45 000 €	0 €	
FIN/6226/GENDA/022 CHAP 011 - Honoraires	-10 000 €	0 €	
OT/6231/CUVES/833 CHAP 011 - Annonces et insertions	-6 000 €	0 €	
COM/6236/COM/023 CHAP 011 - Catalogues et imprimés	-14 500 €	0 €	
ETAT/6261/ETAT/022 CHAP 011 Frais - d'affranchissement	-10 000 €	0 €	
PERSO/6288/PNA/020 CHAP 011 - Autres services extérieurs	-50 000 €	0 €	
TOTAL CHAPITRE 011	-174 500 €	0 €	
PERSO/64111/ETUDE/212 CHAP 012 - Rémunération principale	-30 000 €	0 €	Réaffectation au chapitre 67 des crédits non utilisés
PERSO/64111/CULT/30 CHAP 012 - Rémunération principale	-20 000 €	0 €	
PERSO/64111/TER/313 CHAP 012 - Rémunération principale	-20 000 €	0 €	
PERSO/6451/MULTISPORT/421 CHAP 012 - Cotisations à	-60 000 €	0 €	

l'URSSAF			
PERSO/6451/VIEAS/025 CHAP 012 - Cotisations à l'URSSAF	-30 000 €	0 €	
PERSO/6453/CUVES/833 CHAP 012 - Cotisations aux caisses de retraite	-60 000 €	0 €	
TOTAL CHAPITRE 012	-220 000 €	0 €	
FIN/673/GENDA/022 CHAP 67 - Titres annulés sur exercices antérieurs	1 420 000 €	0 €	Annulation titres 2015: suite jugement défavorable en appel, remboursement des indemnités perçues pour la gendarmerie
TOTAL CHAPITRE 67	1 420 000 €	0 €	
FIN/022/ONV/01 - CHAP 022 - Dépenses imprévues	-150 000 €	0 €	Dépenses imprévues à destination du chapitre 67
TOTAL CHAPITRE 022	-150 000 €	0 €	
PERSO/6419/PNA/020 CHAP 013 - Remboursements sur rémunérations du personnel	0 €	45 000 €	Recettes supplémentaires remboursement arrêts maladie
TOTAL CHAPITRE 013	0 €	45 000 €	
FIN/722/ONV/01 CHAP 042 - Immobilisations corporelles	0 €	600 000 €	Travaux en régie
TOTAL CHAPITRE 042	0 €	600 000 €	
FIN/73111/ONV/01 CHAP 73 - Taxes foncières et d'habitation	0 €	230 500 €	Recettes fiscales plus importantes que prévues
TOTAL CHAPITRE 73	0 €	230 500 €	
TOTAL FONCTIONNEMENT	875 500 €	875 500 €	
INVESTISSEMENT			
DÉSIGNATIONS	DÉPENSES	RECETTES	OBJET
FIN/10228/ONV/01 CHAP 10 - Autres fonds d'investissement	-28 800 €	0 €	AC investissement métropole transféré en 2041512
TOTAL CHAPITRE 10	-28 800 €	0 €	
URBA/2031/URBA/820 CHAP 20 - Frais d'étude	-10 000 €	0 €	Etude Agence d'Urbanisme OAP: dépense de fonctionnement
TOTAL CHAPITRE 20	-10 000 €	0 €	
FIN/2041512/VOIRIE/822 CHAP 204 - Subvention GFP de rattachement - Bâtiments et installations	28 800 €	0 €	AC investissement métropole

TOTAL CHAPITRE 204	28 800 €	0 €	
TRI/21311/MAIRIPAT/020 CHAP 040 - Hôtel de ville	30 000 €	0 €	Travaux en régie
TRI/21312/ECOLE/213 CHAP 040 - Bâtiments scolaires	60 000 €	0 €	
TRI/21312/MATHAM/211 CHAP 040 - Bâtiments scolaires	20 000 €	0 €	
TRI/21312/MATPI/211 CHAP 040 - Bâtiments scolaires	30 000 €	0 €	
TRI/21312/MATRIV/211 CHAP 040 - Bâtiments scolaires	10 000 €	0 €	
TRI/21312/MATVER/211 CHAP 040 - Bâtiments scolaires	30 000 €	0 €	
TRI/21318/BADMI/020 CHAP 040 - Autres bâtiments publics	220 000 €	0 €	
TRI/21318/CCAS/520 CHAP 040 - Autres bâtiments publics	30 000 €	0 €	
TRI/21318/CTM/020 CHAP 040 - Autres bâtiments publics	30 000 €	0 €	
TRI/21318/CUVES/833 CHAP 040 - Autres bâtiments publics	22 000 €	0 €	
TRI/21318/GENDA/022 CHAP 040 - Autres bâtiments publics	10 000 €	0 €	
TRI/21318/GYMPI/411 CHAP 040 - Autres bâtiments publics	10 000 €	0 €	
TRI/21318/HALLE/411 CHAP 040 - Autres bâtiments publics	15 000 €	0 €	
TRI/21318/LOGEM/71 CHAP 040 - Autres bâtiments publics	1 000 €	0 €	
TRI/21318/MDC/025 CHAP 040 - Autres bâtiments publics	4 000 €	0 €	
TRI/21318/MEDIA/321 CHAP 040 - Autres bâtiments publics	20 000 €	0 €	
TRI/21318/MELCH/412 CHAP 040 - Autres bâtiments publics	20 000 €	0 €	
TRI/21318/MUSIQ/311 CHAP 040 - Autres bâtiments publics	5 000 €	0 €	
TRI/21318/PISC/413 CHAP 040 - Autres bâtiments publics	3 000 €	0 €	
TRI/21318/PM/112 CHAP 040 - Autres bâtiments publics	5 000 €	0 €	
TRI/21318/STEX/312 CHAP 040 - Autres bâtiments publics	5 000 €	0 €	

TRI/21318/THER/313 CHAP 040 - Autres bâtiments publics	20 000 €	0 €	
TOTAL CHAPITRE 040	600 000 €	0 €	
BAT/2313/GENDA/022 CHAP 23 - OPERATION 119 - Constructions	-590 000 €	0 €	Annulation crédits travaux gendarmerie suite jugement en appel (crédits prévus: 1 376 300€)
TOTAL OPERATION 119	-590 000 €	0 €	
TOTAL INVESTISSEMENT	0 €	0 €	
TOTAL GENERAL	875 500 €	875 500 €	

Projet de délibération N° 4 CONSEIL MUNICIPAL DU 19/12/2017

DGS - Service Finances
Décision modificative n°2017-03 du budget principal de la Ville de Sassenage

Jérôme MERLE,

VU les articles L.1612-4 et L.1612-6 du Code général des collectivités territoriales qui précisent les conditions à respecter pour voter un budget en équilibre réel ;

CONSIDERANT l'exposé de la décision modificative effectué par le rapporteur à la séance du conseil municipal du 19 décembre 2017;

PROPOSE au conseil municipal :

D'ADOPTER la décision modificative n°2017-03 ci-dessous, pour le budget principal :

DECISION MODIFICATIVE N°3- BUDGET PRINCIPAL 2017			
FONCTIONNEMENT			
DÉSIGNATIONS	DÉPENSES	RECETTES	OBJET
ENER/60611/COMPL/412 CHAP 011 - Eau et assainissement	-10 000 €	0 €	Réaffectation au chapitre 67 des crédits non utilisés
TRI/60632/BADMI/020 CHAP 011 - Fournitures de petit équipement	-20 000 €	0 €	
DEMOCRATIE/6068/QUARTI/824 CHAP 011 - Autres matières et fournitures	-9 000 €	0 €	
URBA/617/URBA/820 CHAP 011 - Etudes et recherches	10 000 €	0 €	Etude Agence d'Urbanisme OAP prévue en investissement

ECO/617/AMGT/90 CHAP 011 - Etudes et recherches	-10 000 €	0 €	Réaffectation au chapitre 67 des crédits non utilisés
FIN/6226/MAIRIFIN/020 CHAP 011 - Honoraires	-45 000 €	0 €	
FIN/6226/GENDA/022 CHAP 011 - Honoraires	-10 000 €	0 €	
OT/6231/CUVES/833 CHAP 011 - Annonces et insertions	-6 000 €	0 €	
COM/6236/COM/023 CHAP 011 - Catalogues et imprimés	-14 500 €	0 €	
ETAT/6261/ETAT/022 CHAP 011 Frais - d'affranchissement	-10 000 €	0 €	
PERSO/6288/PNA/020 CHAP 011 - Autres services extérieurs	-50 000 €	0 €	
TOTAL CHAPITRE 011	-174 500 €	0 €	
PERSO/64111/ETUDE/212 CHAP 012 - Rémunération principale	-30 000 €	0 €	Réaffectation au chapitre 67 des crédits non utilisés
PERSO/64111/CULT/30 CHAP 012 - Rémunération principale	-20 000 €	0 €	
PERSO/64111/TER/313 CHAP 012 - Rémunération principale	-20 000 €	0 €	
PERSO/6451/MULTISPORT/421 CHAP 012 - Cotisations à l'URSSAF	-60 000 €	0 €	
PERSO/6451/VIEAS/025 CHAP 012 - Cotisations à l'URSSAF	-30 000 €	0 €	
PERSO/6453/CUVES/833 CHAP 012 - Cotisations aux caisses de retraite	-60 000 €	0 €	
TOTAL CHAPITRE 012	-220 000 €	0 €	
FIN/673/GENDA/022 CHAP 67 - Titres annulés sur exercices antérieurs	1 420 000 €	0 €	Annulation titres 2015: suite jugement défavorable en appel, remboursement des indemnités perçues pour la gendarmerie
TOTAL CHAPITRE 67	1 420 000 €	0 €	
FIN/022/ONV/01 - CHAP 022 - Dépenses imprévues	-150 000 €	0 €	Dépenses imprévues à destination du chapitre 67
TOTAL CHAPITRE 022	-150 000 €	0 €	
PERSO/6419/PNA/020 CHAP 013 - Remboursements sur rémunérations du personnel	0 €	45 000 €	Recettes supplémentaires remboursement arrêts maladie
TOTAL CHAPITRE 013	0 €	45 000 €	

FIN/722/ONV/01 CHAP 042 - Immobilisations corporelles	0 €	600 000 €	Travaux en régie
TOTAL CHAPITRE 042	0 €	600 000 €	
FIN/73111/ONV/01 CHAP 73 - Taxes foncières et d'habitation	0 €	230 500 €	Recettes fiscales plus importantes que prévues
TOTAL CHAPITRE 73	0 €	230 500 €	
TOTAL FONCTIONNEMENT	875 500 €	875 500 €	
INVESTISSEMENT			
DÉSIGNATIONS	DÉPENSES	RECETTES	OBJET
FIN/10228/ONV/01 CHAP 10 - Autres fonds d'investissement	-28 800 €	0 €	AC investissement métropole transféré en 2041512
TOTAL CHAPITRE 10	-28 800 €	0 €	
URBA/2031/URBA/820 CHAP 20 - Frais d'étude	-10 000 €	0 €	Etude Agence d'Urbanisme OAP: dépense de fonctionnement
TOTAL CHAPITRE 20	-10 000 €	0 €	
FIN/2041512/VOIRIE/822 CHAP 204 - Subvention GFP de rattachement - Bâtiments et installations	28 800 €	0 €	AC investissement métropole
TOTAL CHAPITRE 204	28 800 €	0 €	
TRI/21311/MAIRIPAT/020 CHAP 040 - Hôtel de ville	30 000 €	0 €	Travaux en régie
TRI/21312/ECOLE/213 CHAP 040 - Bâtiments scolaires	60 000 €	0 €	
TRI/21312/MATHAM/211 CHAP 040 - Bâtiments scolaires	20 000 €	0 €	
TRI/21312/MATPI/211 CHAP 040 - Bâtiments scolaires	30 000 €	0 €	
TRI/21312/MATRIV/211 CHAP 040 - Bâtiments scolaires	10 000 €	0 €	
TRI/21312/MATVER/211 CHAP 040 - Bâtiments scolaires	30 000 €	0 €	
TRI/21318/BADMI/020 CHAP 040 - Autres bâtiments publics	220 000 €	0 €	
TRI/21318/CCAS/520 CHAP 040 - Autres bâtiments publics	30 000 €	0 €	
TRI/21318/CTM/020 CHAP 040 - Autres bâtiments publics	30 000 €	0 €	
TRI/21318/CUVES/833 CHAP 040 - Autres bâtiments publics	22 000 €	0 €	

TRI/21318/GENDA/022 CHAP 040 - Autres bâtiments publics	10 000 €	0 €	
TRI/21318/GYMPI/411 CHAP 040 - Autres bâtiments publics	10 000 €	0 €	
TRI/21318/HALLE/411 CHAP 040 - Autres bâtiments publics	15 000 €	0 €	
TRI/21318/LOGEM/71 CHAP 040 - Autres bâtiments publics	1 000 €	0 €	
TRI/21318/MDC/025 CHAP 040 - Autres bâtiments publics	4 000 €	0 €	
TRI/21318/MEDIA/321 CHAP 040 - Autres bâtiments publics	20 000 €	0 €	
TRI/21318/MELCH/412 CHAP 040 - Autres bâtiments publics	20 000 €	0 €	
TRI/21318/MUSIQ/311 CHAP 040 - Autres bâtiments publics	5 000 €	0 €	
TRI/21318/PISC/413 CHAP 040 - Autres bâtiments publics	3 000 €	0 €	
TRI/21318/PM/112 CHAP 040 - Autres bâtiments publics	5 000 €	0 €	
TRI/21318/STEX/312 CHAP 040 - Autres bâtiments publics	5 000 €	0 €	
TRI/21318/THER/313 CHAP 040 - Autres bâtiments publics	20 000 €	0 €	
TOTAL CHAPITRE 040	600 000 €	0 €	
BAT/2313/GENDA/022 CHAP 23 - OPERATION 119 - Constructions	-590 000 €	0 €	Annulation crédits travaux gendarmerie suite jugement en appel (crédits prévus: 1 376 300€)
TOTAL OPERATION 119	-590 000 €	0 €	
TOTAL INVESTISSEMENT	0 €	0 €	
TOTAL GENERAL	875 500 €	875 500 €	

Note de synthèse N°

5

CONSEIL MUNICIPAL DU 19/12/2017

DGS - Service Finances
Avance sur versement de la subvention de fonctionnement 2018 au CCAS

En attendant le vote du budget 2018, il y a lieu de prévoir une avance sur la subvention de fonctionnement pour le CCAS (compte 657362) afin de permettre à ce dernier d'engager les actions à mener.

Cette avance est arrêtée à la somme de 100 000 €.

Projet de délibération N°

5

CONSEIL MUNICIPAL DU 19/12/2017

<p style="text-align: center;">DGS - Service Finances Avance sur versement de la subvention de fonctionnement 2018 au CCAS</p>
--

Jeannine ANTOINE,

VU l'article L.2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

VU l'instruction budgétaire et comptable M14 ;

CONSIDERANT le besoin du CCAS en matière de subvention de fonctionnement jusqu'à l'adoption du budget primitif 2018 de la commune ;

CONSIDERANT la nécessité de procéder à une avance sur subvention de fonctionnement auprès du CCAS, afin de lui permettre de pérenniser ses actions dans l'attente du vote du budget primitif 2018 de la commune ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'AUTORISER le versement d'une avance sur subvention de fonctionnement pour 2018 à compter de janvier 2018 d'un montant de 100 000 €, dans l'attente du vote du budget 2018.

La dépense sera inscrite au budget 2018 sur le compte budgétaire suivant : gestionnaire ADMG/chapitre 65/ compte 657362/fonction 520/destination CCAS

Note de synthèse N°

6

CONSEIL MUNICIPAL DU 19/12/2017

<p style="text-align: center;">DGS - Service Finances – Ouverture du quart des crédits en investissement</p>

L'article L.1612-1 du code général des collectivités territoriales, et la loi n°82-213 du 2 mars 1982 (article 7) complétée par la loi n° 88-13 du 5 janvier 1988, permettent aux communes avant l'adoption du budget primitif, d'ouvrir des crédits en investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Il s'agit d'une délibération budgétaire spéciale puisque les crédits ouverts ne seront réellement inscrits qu'au budget primitif 2018.

Cette délibération a pour objet de permettre à la ville de fonctionner et de mandater des crédits en investissement en attendant le vote du budget primitif 2018.

Cette autorisation doit préciser le montant de l'affectation des crédits, sachant que ces derniers devront être repris au budget 2018 lors de son adoption.

Les ouvertures de crédits concernent les chapitres et montants ci-dessous :

OPERATION	CHAPITRE	LIBELLE	CREDITS OUVERTS
Non individualisée	Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	20 000 €
Non individualisée	Chapitre 204	Subventions d'équipement versées	30 000 €
Non individualisée	Chapitre 21	Immobilisations corporelles	100 000 €
Non individualisée	Chapitre 23	Immobilisations en cours	20 000 €
118	Chapitre 23	Immobilisations en cours	20 000 €

Projet de délibération N° 6 CONSEIL MUNICIPAL DU 19/12/2017

DGS - Service Finances – Ouverture du quart des crédits en investissement

Jérôme MERLE,

VU l'article L1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et la loi n°82-213 du 2 mars 1982 (article 7) complétée par la loi n°88-13 du 5 janvier 1988;

VU le budget principal 2017 de la ville de Sassenage ;

CONSIDERANT que, du 1^{er} janvier 2018 et jusqu'à l'adoption du budget primitif principal 2018, l'exécutif de la Commune peut engager, mandater et liquider les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, après délibération du Conseil Municipal;

CONSIDERANT que cette mesure d'ouverture des crédits permet d'entreprendre les investissements dès le début de l'exercice 2018;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'AUTORISER l'ouverture du quart des crédits en investissement pour l'année 2018, jusqu'au vote du budget 2018, dans la limite des crédits précisés ci-dessous :

OPERATION	CHAPITRE	LIBELLE	CREDITS OUVERTS
Non individualisée	Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	20 000 €

Non individualisée	Chapitre 204	Subventions d'équipement versées	30 000 €
Non individualisée	Chapitre 21	Immobilisations corporelles	100 000 €
Non individualisée	Chapitre 23	Immobilisations en cours	20 000 €
118	Chapitre 23	Immobilisations en cours	20 000 €

Précise que les crédits correspondants seront repris au budget primitif 2018.

Note de synthèse N° 7 CONSEIL MUNICIPAL DU 19/12/2017

DGS - Service Finances – Budget Principal 2017 – Créance éteinte

Il y a lieu de passer en créances éteinte une valeur qui n'a pu être recouvrée par le trésorier principal de Fontaine selon son courrier du 7 septembre 2017. Cette créance concerne un redevable qui n'a pas pu honorer une créance liée à de la restauration scolaire.

Ce redevable est en situation de surendettement et a reçu une décision favorable du Tribunal d'Instance de Grenoble en date du 11 mai 2017. Ainsi, une partie des dettes du redevable a été effacée.

Il y a lieu de constater cette créance en dépenses pour un montant global de 45,90 € afin d'annuler le titre émis. Il s'agit de constater une perte de recettes pour la collectivité

Projet de délibération N° 7 CONSEIL MUNICIPAL DU 19/12/2017

DGS - Service Finances – Budget Principal 2017 – Créance éteinte

Séverin BATFROI,

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales;

VU le courrier de Monsieur le trésorier principal de Fontaine en date du 7 septembre 2017 ;

VU le décret n°1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

CONSIDERANT que Monsieur le Trésorier Principal de Fontaine nous informe qu'il n'a pu procéder au recouvrement de la créance d'un usager – Mme VERDIERE Rachida - pour un montant de 45,90 €.

CONSIDERANT que le Tribunal d'instance de Grenoble en date du 11 mai 2017, a déclaré recevable la procédure de rétablissement personnel sans liquidation judiciaire pour les dettes de l'usager,

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER l'admission en créance éteinte pour un montant de 45,90 €.

D'AUTORISER le versement de l'allocation en créance éteinte pour un montant de 45,90 €.

Cette dépense sera réalisée au budget 2017 sur le compte budgétaire FIN/6542/ONV.

Note de synthèse N°

8

CONSEIL MUNICIPAL DU 19/12/2017

DGS - Service Finances – Budget Principal 2017 – Créances admises en non valeur

Il y a lieu de passer en non valeur, c'est à dire en pertes sur créances irrécouvrables, certaines valeurs qui n'ont pu être recouvrées par le Trésorier Principal de Fontaine selon l'état fourni en date du 30 octobre 2017. Ces redevables n'ont pas honoré leurs créances pour des raisons d'insolvabilité, de disparition, de carence ou de recherches infructueuses.

Il y a lieu de constater ces créances en dépenses pour un montant global de 2 053,95 € afin d'annuler les titres émis. Il s'agit de constater une perte de recettes pour la collectivité.

Projet de délibération N°

8

CONSEIL MUNICIPAL DU 19/12/2017

DGS - Service Finances – Budget Principal 2017 – Créances admises en non valeur

Jeannine ANTOINE,

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales;

VU le courrier de Monsieur le Trésorier Principal de Fontaine en date du 30 octobre 2017 ;

VU le décret n°1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

CONSIDERANT que Monsieur le Trésorier Principal de Fontaine nous informe qu'il n'a pu procéder au recouvrement des cotes, portions de cotes ou produits repris dans les états annexés en raison des motifs de non recouvrement : carence du créancier, insolvabilité, recherches infructueuses.

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER les états annexés, ceux-ci précisant pour chaque titre le montant admis en non valeur.

D'AUTORISER le versement de l'allocation en non-valeur de ces cotes ou produits ainsi que les frais de poursuites engagés pour le recouvrement dont le montant global s'élève à 2 053,95 €.

Cette dépense sera réalisée au budget 2017 sur le compte budgétaire FIN/6541/ONV.

Note de Synthèse N°

9

CONSEIL MUNICIPAL DU 19/12/2017

<p align="center">DGS - Service Ressources Humaines Indemnité de Conseil allouée au Comptable du Trésor</p>

Il est fait appel au Receveur municipal pour assurer des prestations de conseil et d'assistance en matière budgétaire, économique, financière et comptable définies à l'article 1 de l'arrêté du 16 décembre 1983.

L'indemnité de conseil au taux de 100 % par an doit être délibérée.

Cette indemnité sera calculée selon les bases définies à l'article 4 de l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 précité et sera attribuée au Receveur principal.

Projet de délibération N°

9

CONSEIL MUNICIPAL DU 19/12/2017

<p align="center">DGS - Service Ressources Humaines Indemnité de Conseil allouée au Comptable du Trésor</p>

Jérôme MERLE,

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

VU l'article 97 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 82-979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'Etat ;

VU l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 relatif aux indemnités allouées par les communes pour la confection des documents budgétaires ;

VU l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 relatif aux conditions d'attribution de l'indemnité de conseil allouée aux comptables non centralisateurs du Trésor chargés des fonctions de receveurs des communes et établissements publics locaux ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

DE DEMANDER le concours du Receveur municipal pour assurer des prestations de conseil et d'assistance en matière budgétaire, économique, financière et comptable définies à l'article 1 de l'arrêté du 16 décembre 1983,

D'ACCORDER l'indemnité de conseil au taux de 100 % par an, pour l'exercice budgétaire 2017 ;

D'INSCRIRE au budget principal de la Ville de Sassenage, chaque année, les crédits nécessaires, chapitre 011/6225,

DE DIRE que cette indemnité sera calculée selon les bases définies à l'article 4 de l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 précité et sera attribuée à M. François BOUEZ, Receveur principal.

Note de synthèse N° **10** CONSEIL MUNICIPAL DU 19/12/2017

<p style="text-align: center;">DGS - Service Ressources humaines Modification du tableau des effectifs - créations et suppressions de postes</p>
--

Il convient de délibérer sur les créations et les suppressions de postes dans les services suivants :

- ✓ Suite au départ d'un agent pour mutation externe, il convient de supprimer un poste d'attaché principal à temps complet au sein des services ressources.
- ✓ Après un congé grave maladie, un agent a été reconnu inapte à ses fonctions et à toutes fonctions par les instances médicales. Il convient donc de supprimer un poste d'adjoint technique à temps non complet (20h06 minutes) au sein du service scolaire (école des Pies).
- ✓ Suite à la démission d'un agent, il convient de supprimer un poste d'agent de maîtrise à temps complet au sein du service culturel.
- ✓ Suite à la réussite à examen de deux agents, il convient de supprimer deux postes d'adjoints administratifs à temps complet et de prévoir la création de deux postes d'adjoints administratifs 2^{ème} classe à temps complet au sein des services administratifs.
- ✓ Suite au départ en retraite d'un agent, il convient de supprimer un poste d'adjoint technique principal 2^{ème} classe à temps complet au sein du service scolaire (école Rivoire de la Dame).

Projet de délibération N° **10** CONSEIL MUNICIPAL DU 19/12/2017

<p style="text-align: center;">DGS - Service Ressources humaines Modification du tableau des effectifs - créations et suppressions de postes</p>
--

Christian COIGNÉ,

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 34 précisant que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement ;

CONSIDERANT l'avis favorable unanime du Comité Technique en date du 4 décembre 2017 ;

CONSIDERANT la mobilité interne et externe des personnels;

INDIQUE la nécessité de créer les postes budgétaires suivants :

- deux postes à temps complet d'adjoint administratif 2^{ème} classe suite à la réussite à l'examen professionnel de deux agents remplissant les conditions d'ancienneté au titre de l'avancement de grade

INDIQUE la nécessité de supprimer les postes budgétaires suivants :

- deux postes à temps complet d'adjoint administratif territorial suite à la réussite à l'examen professionnel de deux agents remplissant les conditions d'ancienneté au titre de l'avancement de grade
- un poste d'attaché principal à temps complet suite au départ d'un agent pour mutation externe et après réorganisation des services
- un poste d'adjoint technique à temps non complet (20h06 minutes) dans le cadre d'une inaptitude reconnue à toutes fonctions par les instances médicales et après réorganisation des services.
- Un poste d'agent de maîtrise à temps complet suite à la démission d'un agent et après réorganisation des services
- Un poste d'adjoint technique principal 2^{ème} classe à temps complet suite au départ en retraite d'un agent et réorganisation des services.
-

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'ADOPTER les créations et les suppressions de postes budgétaires citées ci-dessus.

D'INSCRIRE au budget principal de la ville de Sassenage les crédits nécessaires, chapitre 012.

Note de Synthèse N°

11

CONSEIL MUNICIPAL DU 19/12/2017

<p align="center">DGS - Service ressources humaines Engagement dans le dispositif service civique et demande d'agrément</p>

Le service civique, créé par la loi du 10 mars 2010, s'adresse aux jeunes âgés de 16 à 25 ans (30 ans pour les jeunes en situation de handicap) sans condition de diplôme qui souhaitent s'engager pour une période de 6 à 12 mois auprès d'une collectivité pour accomplir une mission d'intérêt général dans un domaine ciblé par le dispositif : solidarité, santé, éducation pour tous, culture et loisirs, sport, environnement, mémoire et citoyenneté, développement international , intervention d'urgence.

Cette mission donne lieu au versement d'une indemnité prise en charge par l'Etat avec un soutien complémentaire de la collectivité.

Pour le jeune volontaire, le service civique propose un cadre d'engagement citoyen afin de gagner en compétence et pour la collectivité, il apporte une dynamique complémentaire à l'action publique menée et permet une plus grande proximité avec les habitants.

La collectivité souhaite ainsi s'inscrire dans cette démarche qui vise à mobiliser la jeunesse du territoire afin de mener à bien des initiatives de solidarité et d'intérêt général comme par exemple, la lutte contre la fracture numérique dans le domaine de la culture.

Pour ce faire, une demande d'agrément doit être déposée auprès de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale qui pilote le dispositif, tel est l'objet de la présente délibération.

Projet de délibération N° 11 CONSEIL MUNICIPAL DU 19/12/2017

<p style="text-align: center;">DGS - Service Ressources Humaines Engagement dans le dispositif service civique et demande d'agrément</p>
--

Jérôme MERLE,

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n°2010- 241 du 10 mars 2010 instaurant le service civique ;

VU le décret n°2010-485 du 12 mai 2010 et l'instruction ASC-2010-01 du 24 juin 2010 relatifs au service civique ;

CONSIDERANT que le service civique s'adresse aux jeunes âgés de 16 à 25 ans sans condition de diplôme qui souhaitent s'engager afin d'accomplir une mission d'intérêt général ;

CONSIDERANT la volonté de la commune de Sassenage de mettre en œuvre une politique qui offre à des jeunes du territoire la possibilité de s'engager dans des projets leur permettant de devenir des citoyens acteurs d'un meilleur vivre ensemble ;

CONSIDERANT le caractère d'intérêt général des missions qui pourraient être confiées à un jeune volontaire dans le domaine de la solidarité, de la culture et du loisirs, notamment en renforçant l'accès de tous à la culture et en luttant contre la fracture numérique ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'AUTORISER le maire à déposer un dossier de demande d'agrément au titre de l'engagement dans le dispositif du service civique auprès de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale ;

D'AUTORISER le maire à signer tout acte, convention et contrat afférent au dispositif ;

D'INSCRIRE au budget principal de la ville sur le chapitre 012 les crédits nécessaires pour le versement de l'indemnité mensuelle fixée à 7,43% de la rémunération mensuelle afférente à l'indice brut 244 de la fonction publique territoriale.

Note de synthèse N° 12 CONSEIL MUNICIPAL DU 19/12/2017

<p>DGS - Service Etat civil - autorisation de signer avec la SARL SCEM « PHOTOPLUS » une convention d'exploitation sur le domaine public d'un appareil automatique délivrant des photographies d'identité normalisées</p>
--

La mise en oeuvre de la dématérialisation généralisée des cartes nationales d'identité et tous les titres sécurisés, impose des modifications d'organisation conséquentes pour la ville de Sassenage.

Lors de l'expertise des documents dans la démarche d'une demande de titre sécurisé, la problématique récurrente est la non-conformité de la photo d'identité de l'utilisateur (abîmée, trop ancienne, non-conforme, problème de contraste...).

Aussi, étant en périphérie du centre de la métropole, l'utilisateur dont la photo n'est pas conforme, doit trouver un professionnel de la photo et revenir dans les services. Cela rend la démarche fastidieuse, elle fait perdre du temps à l'utilisateur et bloque des rendez-vous au service Etat Civil.

Pour résoudre ces problèmes et optimiser le service public, il est souhaitable d'équiper les locaux d'une cabine photo répondant aux normes du Ministère de l'Intérieur et de l'ANTS et répondant également à la norme ICAO (photo dématérialisée avec le QR CODE).

Après examen des différentes propositions, l'offre présentée par la SARL SCEM « PHOTOPLUS » s'avère la plus attractive. Elle respecte la réglementation en vigueur.

Est annexée la convention d'occupation du domaine public de la ville de Sassenage par la SARL SCEM « PHOTOPLUS » ainsi que la description technique de la cabine.

L'installation de la cabine est gratuite pour la Mairie, seule la consommation électrique est à sa charge.

Une redevance sera versée annuellement (20% du chiffre d'affaires) à la commune de Sassenage.

Le relevé d'utilisation sera adressé de manière mensuelle au service des finances.

La convention ci jointe est proposée pour une durée de 3 ans renouvelable pour des périodes successives d'un an.

L'objet de la présente délibération est d'approuver les termes de ce document et d'en autoriser la signature par le Maire de Sassenage.

Projet de délibération N° 12 CONSEIL MUNICIPAL DU 19/12/2017

DGS - Service Etat civil - autorisation de signer avec la SARL SCEM « PHOTOPLUS » une convention d'exploitation sur le domaine public d'un appareil automatique délivrant des photographies d'identité normalisées

Jérôme MERLE,

VU les articles L. 2121-1 et L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

VU l'arrêté du 5 février 2009 relatif à la production de photographies d'identité dans le cadre de la délivrance du passeport ;

VU l'arrêté du 10 avril 2007 relatif à l'apposition de photographies d'identité sur les documents d'identité et de voyage, les permis de conduire et les titres de séjour, et notamment son annexe « spécification technique pour l'aptitude à la conservation des photographies d'identité ;

CONSIDERANT que la mise en oeuvre de la dématérialisation généralisée des cartes nationales d'identité et tous les titres sécurisés, impose des modifications d'organisation conséquentes pour la ville de Sassenage ;

CONSIDERANT que lors de l'expertise des documents dans la démarche d'une demande de titre sécurisé, la problématique récurrente est la non-conformité de la photo d'identité de l'usager (abîmée, trop ancienne, non-conforme, problème de contraste...) ;

Pour résoudre ces problèmes et optimiser le service public, il est souhaitable d'équiper les locaux d'une cabine photo répondant aux normes du Ministère de l'Intérieur et de l'ANTS et répondant à la norme ICAO (photo dématérialisé avec le QR CODE).

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER les termes de la convention l'exploitation sur le domaine public ci-annexée avec la SARL SCEM « PHOTOPLUS » d'un appareil automatique délivrant des photographies d'identité normalisées,

D'AUTORISER le Maire, Christian COIGNÉ, à signer cette convention avec Monsieur Bruno BORRECA, co-gérant de la SARL SCEM « PHOTOPLUS »

Note de synthèse N°

13

CONSEIL MUNICIPAL DU 06/11/2017

<p>DGS - Police municipale - Mise à disposition des installations du Club de Tir Grenoblois en vue de l'entraînement réglementaire des policiers municipaux</p>
--

Les policiers municipaux de la commune de Sassenage sont actuellement équipés de lanceurs de balles de défense type « Flash-Ball » 44 mm.

En 2018, ces derniers seront dotés de pistolets semi automatiques 9X19 mm de type SIG SAUER SP 2022.

L'armement des policiers municipaux nécessite deux séances d'entraînement de tirs annuelles obligatoires.

Ces séances de tirs sont réalisées sous l'autorité d'un moniteur en maniement des armes habilité par le Centre National de la Fonction Publique Territoriale.

Les séances de tirs sont mises en place pendant les jours ouvrables, après entente préalable entre les parties, au moins 30 jours à l'avance.

Le coût de la mise à disposition des installations du club de tir grenoblois (stand n°2) pour la commune de Sassenage est de 120,00 euros par demi-journée.

Cette mise à disposition permettra de répondre aux exigences de formation d'entraînement des policiers municipaux imposées par la réglementation en vigueur selon l'article R.511-21 du code de la sécurité intérieure.

L'objet de la présente délibération est donc d'approuver les termes de la convention dont le projet est annexé, d'autoriser le Maire à la signer, et à prendre toutes les mesures nécessaires à son exécution.

DGS - Police municipale - Mise à disposition des installations du Club de Tir Grenoblois en vue de l'entraînement réglementaire des policiers municipaux

Daniel D'OLIVIER QUINTAS,

VU les articles L. 2121-29 et L.2131-2 du code général des collectivités territoriales ;

VU les articles L.2122-21, L.2144-3, L.2212-2 du code général des collectivités territoriales ;

VU l'article R.511-21 du code de la sécurité intérieure (l'arrêté du 3 Août 2007, la circulaire du 4 novembre 2008 et le décret 2016-1616).

VU le projet de convention ci-annexé définissant la mise à disposition des installations du Club de Tir Grenoblois (stand n°2) au vu de l'entraînement réglementaire des policiers municipaux;

CONSIDERANT la convention de mise à disposition des installations du Club de Tir Grenoblois (stand n°2) au vu de l'entraînement réglementaire des policiers municipaux;

CONSIDERANT que les agents de police municipale autorisés à porter une arme mentionnée au 1°, au a du 2°, et au 3° de l'article R.511-12 sont astreints à suivre périodiquement un entraînement au maniement de cette arme, défini dans les conditions prévues à l'article R.511-22.

La formation d'entraînement comprend au moins deux séances d'entraînement par an et concerne les armes de catégorie B.

Au cours de ces séances, chaque agent de police municipale doit tirer :

- Au moins 50 cartouches par an, pour les pistolets semi-automatiques.
- Au moins 4 cartouches par an, pour les lanceurs de balles de défense.

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER les termes de la convention dont le projet est annexé ;

D'AUTORISER le Maire à signer cette convention et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

DGS - Administration générale
Désignation d'un nouveau représentant de la commune à la commission insertion et emploi du Syndicat Intercommunal de la Rive gauche du Drac (SIRD)

Considérant les changements au sein des délégations des adjoints suite à l'élection de M. Jérôme GIACHINO, Monsieur Le Maire propose qu'il puisse remplacer Madame Nathalie BRITES dans les instances représentatives du SIRD, et notamment la commission Insertion et Emploi, avec l'accord de Madame Nathalie BRITES.

A cet effet, il convient de procéder à son élection à main levée par le Conseil Municipal.

Projet de délibération N°

14

CONSEIL MUNICIPAL DU 19/12/2017

DGS - Administration générale
Désignation d'un nouveau représentant de la commune à la commission insertion et emploi du Syndicat Intercommunal de la Rive gauche du Drac (SIRD)

Christian COIGNÉ,

VU l'article L.5211-6 du Code général des collectivités territoriales qui dispose que, dans un établissement public de coopération intercommunale, les délégués désignés pour former l'organe délibérant de l'établissement public sont élus au sein du conseil municipal de la commune qu'ils représentent ;

VU les délibérations du conseil municipal du 15 avril et du 25 septembre 2014 ;

VU la délibération du conseil municipal du 02 juillet 2015 ;

CONSIDERANT le souhait de Madame Nathalie BRITES de ne plus exercer son mandat de déléguée du Conseil Municipal de Sassenage auprès du SIRD (Syndicat Intercommunal de la Rive gauche du DRAC) ;

RAPPELLE que Madame BRITES était déléguée de la commune auprès du Syndicat Intercommunal de la Rive gauche du DRAC (SIRD) ;

PRECISE que les délégués sont appelés à siéger au sein de commissions dévolues à chacune des compétences du SIRD ;

PRECISE que Madame BRITES siégeait à la commission insertion et emploi ;

INDIQUE qu'il convient donc de procéder à l'élection d'un nouveau délégué ;

RAPPELLE que l'élection a lieu à main levée, à la majorité absolue. Si après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité des suffrages, le plus âgé est déclaré élu.

PROCEDE à l'appel de candidature :

- Monsieur Jérôme GIACHINO

Le maire fait procéder au vote à main levée.

A obtenu :

- M. Jérôme Giachino :
-

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'ABROGER toutes les délibérations antérieures relatives au même objet,

DE DIRE que le membre délégué pour siéger au SIRD est désormais :

COMPETENCE :	NOM :
Insertion et emploi	Monsieur Jérôme GIACHINO

Note de synthèse N°

15

CONSEIL MUNICIPAL DU 19/12/2017

Direction enfance et action sociale - autorisation de signature du cahier des charges et de la convention de financement du service public d'accueil et d'information logement métropolitain – correction d'une erreur matérielle

Il a été décelé une erreur matérielle dans la délibération n° 1 du 12 décembre 2016 donnant autorisation au Maire de signer le cahier des charges et la convention de financement du service public d'accueil et d'information logement métropolitain.

Il a été mentionné par erreur « un versement en 2017 à hauteur de 3 423 euros », qui ne correspond pas au choix de principe fait par le Conseil Municipal d'inscrire Sassenage dans le niveau 3 (trois) du dispositif. Dans ce niveau 3, Sassenage n'a rien à verser à la métropole.

La délibération n° 1 du 12 décembre 2017 ne peut plus être retirée, le délai légal de 4 mois pour le faire, si besoin était, étant à présent passé.

Afin de pouvoir signer une convention en bonne et due forme, il est donc proposé au Conseil Municipal d'approuver la signature par le Maire du nouveau projet de convention ci-annexé, qui tient compte de la correction de cette erreur matérielle et rappelle l'inscription de Sassenage dans le niveau 3 (trois) du dispositif.

Projet de délibération N°

15

CONSEIL MUNICIPAL DU 19/12/2017

Direction Enfance et action sociale - autorisation de signature du cahier des charges et de la convention de financement du service public d'accueil et d'information logement métropolitain – correction d'une erreur matérielle

Nathalie BRIITES,

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU l'article 97 de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) ;

VU l'article L. 441-1-5 du Code de la construction et de l'habitation ;

VU la délibération du conseil métropolitain du 18 décembre 2015 portant mise en place de la Conférence Intercommunale du Logement de Grenoble-Alpes Métropole ;

VU la délibération du Conseil Municipal de Sassenage n° 1 du 12 décembre 2016 donnant au Maire l'autorisation de signature du cahier des charges et de la convention de financement du service public d'accueil et d'information logement métropolitain ;

CONSIDERANT qu'une erreur matérielle s'est glissée dans le dispositif de la délibération sus-mentionnée ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer le cahier des charges ci-annexé du service public d'accueil et d'information métropolitain,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention de financement ci-annexée liant la commune de Sassenage à Grenoble-Alpes Métropole et qui prévoit l'inscription de Sassenage dans le niveau 3 (trois).

Note de synthèse N° **16** CONSEIL MUNICIPAL DU 19/12/2017

<p>Direction Vie de la Cité – Centre associatif Saint-Exupéry – Création de nouvelles catégories de tarifications aux entreprises</p>
--

Il est proposé de modifier les conditions de mise à disposition de la maison des clubs et de supprimer la catégorie de tarifs spécifique « entreprises extérieures ».

Enfin, il est proposé de créer une obligation de dépôt de caution dont les montants sont ici spécifiés puis pourront être actualisés ultérieurement par une décision du Maire prise en vertu des délégations déjà accordées par le Conseil Municipal (art. L. 2122-22 du CGCT).

Projet de délibération N° **16** CONSEIL MUNICIPAL DU 19/12/2017

<p>Direction Vie de la Cité – Centre associatif Saint-Exupéry – Création de nouvelles catégories de tarifications aux entreprises</p>
--

Michel VENDRA,

VU les articles L. 2121-29 et L.2131-2 du code général des collectivités territoriales ;

VU les articles L.2122-21, L.2144-3, L.2212-2 du code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération municipale n°21 du 7 avril 2016 ;

CONSIDERANT les demandes de mise à disposition de salles municipales émanant des entreprises afin de leur permettre de bénéficier d'un espace pour leurs réunions, séminaires, formations, en dehors de toute manifestation festive ou religieuse ;

CONSIDERANT que la mise à disposition d'espaces de travail pour les entreprises est un facteur d'encouragement au développement de l'activité économique de Sassenage et d'amélioration de l'image de dynamisme de la ville ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPLIQUER un tarif spécifique de mise à disposition de salles municipales pour les entreprises:

Petites salles (Voûtes 1 et 2, Engenières 1) :

10€/ heure, 30€/ demi-journée (4h), 50€ / journée (plus de 4h)

Caution demandée : 300€

Grandes salles (Jacques Prévert, maison des clubs) :

15€/ heure, 40€/ demi-journée (4h), 70€ / journée (plus de 4h)

Caution demandée : 300€

Il est précisé que la maison des clubs ne peut pas être mise à disposition des entreprises du vendredi 19h au lundi 8h et les jours fériés.

DE SUPPRIMER la catégorie de tarif « entreprises extérieures ».

DE RAPPELER que, concernant les actualisations de catégories de tarifs déjà créés, les montants seront déterminés par le Maire, en vertu de la délégation conférée par la délibération municipale du 15 avril 2014 prise sur le fondement de l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales.

Note de synthèse

17

CONSEIL MUNICIPAL DU 19/12/2017

DAE - Service espaces publics de proximité - autorisation de signer une convention de prestation pour l'entretien du parc de l'Ovalie avec Grenoble-Alpes Métropole

En raison de la double propriété métropolitaine et communale de cet espace et de la forte imbrication des parcelles, il est nécessaire de conclure entre la commune de Sassenage et Grenoble-Alpes Métropole une convention de prestation pour l'entretien du parc de l'Ovalie

A compter du 1^{er} janvier 2018 les services techniques de la commune de Sassenage effectueront l'entretien courant du parc de l'Ovalie, compétence relevant des attributions de la Métropole, et celle-ci la remboursera pour un montant maximum de 14 500 euros par an TTC sur facture acquittée.

L'objet de la présente délibération est donc d'approuver les termes du projet de convention qui vous est présenté et d'en autoriser la signature par le Maire de Sassenage.

Projet de délibération N°

17

CONSEIL MUNICIPAL DU 19/12/2017

DAE - Service espaces publics de proximité - autorisation de signer une convention de prestation pour l'entretien du parc de l'Ovalie avec Grenoble-Alpes Métropole

Jérôme BOETTI DI CASTANO,

VU les articles L. 2121-1 et L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

VU les dispositions de l'article L.5215-27 du CGCT permettant aux Métropoles de « confier par convention avec la ou les collectivités concernées, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs communes membres » ;

VU l'article l'article L. 5211-4-1 I du code général des collectivités territoriales ;

VU l'article 17 de l'ordonnance du 23 mai 2015 relative aux marchés publics ;

CONSIDERANT le projet de convention de prestation pour l'entretien du parc de l'Ovalie ci-annexé ;

CONSIDERANT qu'il convient de conclure entre la commune de Sassenage et Grenoble-Alpes Métropole une convention de prestation pour l'entretien du parc de l'Ovalie en raison de la double propriété métropolitaine et communale de cet espace et de la forte imbrication des parcelles ;

CONSIDERANT que, dès la signature de la nouvelle convention, à compter du 1^{er} janvier 2018 les services techniques de la commune de Sassenage effectueront l'entretien courant du parc de l'Ovalie, compétence relevant des attributions de la Métropole ;

CONSIDERANT que Grenoble-Alpes Métropole remboursera ce service rendu à hauteur d'un montant maximum de 14 500 euros par an TTC sur facture acquittée ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER les termes de la convention ci-annexée pour l'entretien courant du parc de l'Ovalie,

D'AUTORISER le Maire, Christian COIGNÉ, à signer avec le Président de Grenoble-Alpes Métropole, Christophe FERRARI, cette convention.

Note de synthèse N°

18

CONSEIL MUNICIPAL DU 19/12/2017

DAE - Service Développement urbain durable - Rue des Roses : cession d'une emprise de terrain au profit de Madame et Monsieur FAUVEL

La commune de Sassenage est propriétaire d'un terrain d'une contenance d'environ 52 m² en pied de digue du Furon, et rattaché à la propriété contiguë de Madame et Monsieur Fauvel, parcelle cadastrée section BH n°120 sise au 2 rue des Roses.

Ce terrain a toujours eu vocation à faciliter l'accès au terrain de Madame et Monsieur FAUVEL, qui, à cet endroit, comportait un accès à son jardin. Cette emprise est située en contrebas d'un mur d'enrochements maçonnés créé à l'occasion des travaux de reconstruction des digues du Furon.

Ce terrain n'a jamais été affecté à l'usage du public, et n'a jamais fait l'objet d'un aménagement spécial. Il appartient au domaine privé de la commune.

La commune n'a aucun intérêt à le conserver dans le patrimoine communal.

Conformément à l'avis de France Domaine référencé n°2017-474V0394 en date du 3 mars 2017, la valeur vénale estimée est de l'ordre de 0,8108 euros HT le m² de terrain.

Il est ainsi proposé de céder aux riverains directs, à savoir Madame et Monsieur FAUVEL, une emprise d'environ 52 m² au prix de 42.16 € HT.

Un document d'arpentage est en cours de finalisation par un géomètre-expert.

A ce titre, il convient que le Conseil municipal approuve ladite cession et autorise Monsieur le Maire à signer l'acte de vente et tous documents relatifs à cette affaire.

Les frais de notaire et de géomètre sont à la charge des acquéreurs.

Projet de délibération N° 18 CONSEIL MUNICIPAL DU 19/12/2017

DAE - Service Développement urbain durable - Rue des Roses : cession d'une emprise de terrain profit de Madame et Monsieur FAUVEL
--

Jean-Pierre SERRAILLIER,

VU le Code Général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.2121-29 et L.2122-21 ;

VU l'avis de France Domaine référencé n°2017-474V0394 en date du 3 mars 2017 ;

CONSIDERANT que la commune de Sassenage est propriétaire d'un terrain non cadastré d'une contenance d'environ 52 m² en pied de digue du Furon, et attenant à la propriété cadastrée section BH n°120 de Madame et Monsieur Fauvel sise au 2 rue des Roses, tel que figure sur le plan ci-joint ;

CONSIDERANT qu'un document d'arpentage est en cours de finalisation ;

CONSIDERANT que ce terrain a toujours eu vocation à faciliter l'accès au terrain de Madame et Monsieur FAUVEL, qui à cet endroit comportait un accès à son jardin ;

CONSIDERANT qu'il est situé en contrebas d'un mur d'enrochements maçonnés créé à l'occasion des travaux de reconstruction des digues du Furon ;

CONSIDERANT que ce terrain n'a jamais été affecté à l'usage du public, et n'a jamais fait l'objet d'un aménagement spécial ;

CONSIDERANT qu'au regard de son emplacement et de ses caractéristiques, il relève bien du domaine privé de la commune ;

CONSIDERANT qu'à ce jour, cette emprise contiguë à la parcelle cadastrée section BH n°120 sise au 2 rue des Roses, propriété de Madame et Monsieur Fauvel, n'a aucun intérêt à être conservée dans le patrimoine communal ;

CONSIDERANT que le montant de la cession calculé au prorata de la superficie cédée, soit 52 m², est de 42,16 euros HT suivant l'avis de France Domaine en date du 3 mars 2017 ;

PRECISE que tous les frais relatifs à cette vente, et notamment les frais d'acte et de géomètre sont à la charge exclusive des acquéreurs,

CONSIDERANT qu'il convient que le Conseil municipal approuve ladite cession et autorise Monsieur le Maire à signer l'acte notarié et tous documents relatifs à cette affaire.

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER la cession de ladite parcelle au profit de Madame et Monsieur FAUVEL au montant de 42.16 € HT,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer l'acte notarié ainsi que tous documents relatifs à cette affaire,

DE DIRE que tous les frais notariés relatifs à cette cession, ainsi que les frais de géomètre nécessaires sont à la charge des acquéreurs,

DE DIRE que la recette sera inscrite au budget primitif 2018.